

MANIFESTATION

25 JUIN

BRUXELLES

ON VEUT
DU RESPECT !

10h, Gare du Nord

Nous faisons tourner l'économie et la société.
Nous méritons mieux.

Travail, salaires, sécurité sociale, services publics :

NON à la casse sociale du gouvernement Arizona !
OUI à une véritable concertation sociale,
effective et participative !



Tout le monde en paie le prix ... sauf les plus riches

Avec le gouvernement Arizona, seuls les nantis s'en sortent. Pour tous les autres, il devient de plus en plus difficile de joindre les deux bouts, d'avancer dans la vie ou simplement de reprendre son souffle en cas de coup dur.

Vous travaillez ? Votre salaire est bloqué, avec l'indexation en ligne de mire, encore plus d'heures supplémentaires et de travail le week-end, un contrat précaire, peu de chance de pouvoir lever le pied en fin carrière.

Vous tombez malade ? Tout d'un coup, vous comptez moins. Chaque jour, la menace de sanctions plane au-dessus de votre tête : cela n'aura aucun effet positif. Les périodes de maladie comptent moins pour vos droits sociaux, mais vous devrez travailler plus longtemps ET serez pénalisé à la pension (malus). Chaque accident de parcours se paiera cash à la fin de la carrière.

Vous ne retrouvez pas de travail assez rapidement ? Pas d'accompagnement ni de sécurité pour vous. Vous n'aurez qu'à frapper à la porte du CPAS.

Vous êtes une femme ? Dans ce cas, ce sera la double peine. Les femmes sont plus susceptibles de travailler à temps partiel — souvent parce qu'elles n'ont pas le choix. Ce sont elles qui s'occupent encore davantage des enfants ou de la famille. Pourtant, en matière de protection sociale, les carrières à temps partiel sont pénalisées.

Vous comptez sur des services publics de qualité ? Le gouvernement a décidé de tailler dans le vif. Moins de budget.

Moins de personnel. Moins de qualité. Moins de sécurité. Cela nuit à tout le monde, y compris au personnel.

Et la concertation sociale ? Plus de 100 jours après l'entrée en fonction du gouvernement les interlocuteurs sociaux, et donc les travailleurs, attendent toujours une réelle concertation sociale. La concertation sociale n'est pas un obstacle à la politique. Elle est la politique !

Ce gouvernement avait promis des emplois soutenables et un meilleur pouvoir d'achat. Or, nous avons d'un côté de la casse sociale, et de l'autre, des milliards à dépenser dans l'armement. Ce déséquilibre est inacceptable. Nous maintenons la pression.

Ce que nous voulons :

- Des salaires décents
- Le respect des personnes qui travaillent, qui sont malades ou qui cherchent un emploi
- Des services publics accessibles et fiables
- Une politique sociale qui n'exclut personne
- Une concertation sociale à part entière avec une véritable participation des travailleurs

Rendez-vous le 25 juin à Bruxelles. Pour nos droits. Pour notre avenir. Pour des politiques au service des citoyennes et des citoyens, et non contre eux.